



PRÉFET DE LA LOIRE

Direction départementale de la
protection des populations
Service Environnement et Prévention des Risques

**Arrêté préfectoral n°267-DDPP-19
portant surveillance pérenne et plan d'action**

Le préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
Vu la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté ministériel du 02 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral n° 19-25 du 3 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
VU l'arrêté préfectoral n° 139/DDPP/19 du 8 avril 2019 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu les arrêtés préfectoraux, du 21 juillet 2000 modifié le 26 avril 1993 et le 14 avril 1986 antérieurement délivrés à l'établissement Société Forezienne de Traitement de Surface (SFTS) pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sury-le-Comtal à la Z.I des Chaux ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2010 réglementant l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2012 délivré à l'établissement Société Forezienne de Traitement de Surface (SFTS) pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sury-le-Comtal à la Z.I des Chaux établi suite au bilan de fonctionnement transmis en date du 21 juillet 2010 à Monsieur le Préfet de la Loire ;
Vu le rapport de synthèse de la surveillance pérenne portant sur l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau transmis par l'exploitant le 28 octobre 2015 ;
Vu l'étude technico-économique que l'exploitant a transmis à l'inspection le 31 mars 2017 ;
Vu le rapport et les propositions en date du 9 avril 2019 de l'inspection des installations classées et à l'examen du rapport de surveillance pérenne RSDE et des résultats d'analyses de l'auto-surveillance des eaux résiduaires ;
Vu l'avis du CODERST en date du 1^{er} juillet 2019 ;
Vu le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur ;
Vu les observations présentées par le pétitionnaire sur ce projet d'arrêté ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'établissement Société Forezienne de Traitement de Surface (SFTS) pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sury-le-Comtal à la Z.I des Chaux afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2012 est remplacé par :

Rubrique	A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	Traitements chimiques et électrolytiques des métaux Volume des baigns : 150,80 m ³
2565-1.b	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de : b) de cyanures, le volume des cuves étant supérieur à 200 litres.	Traitements chimiques et électrolytiques des métaux Volume des baigns : 4,70 m ³
2565-2.a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (ni cadmium, ni cyanures) le volume des cuves de traitement étant : a) supérieur à 1 500 litres.	Traitements chimiques et électrolytiques des métaux Volume des baigns : 146,10 m ³
4120-2.b	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	Baigns suivants : – chaîne Ag/Sn : 2 t – chaîne manu. Ni/Cr III : 0,12 t Volume total : 2,12 t
4130-2.b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	Baigns suivants : – chaîne manu. Ni/Cr III : 1,4 t
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	Baigns suivants : – chaîne Ag/Sn : 1 t – chaîne manu. Ni/Cr III : 6,4 t – chaîne auto. Ni/Cr III : 14,3 t – chaîne auto. n°2 Zn : 0,67 t – chaîne auto. Ni : 1,5 t

			Stocks (bains) : 0,2 t Stocks (STEP interne) : 0,95 t Volume total : 25,02 t
2560-B	NC	Travail mécanique des métaux et alliages B. Autres installations que celles visées au A la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : inférieure ou égale à 150 kW.	un touret bimoteur < 50 kW
4110-1	NC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 200 kg,	Stocks (bains) : 0,055 t
4130-1	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 5 t.	Stocks (bains) : 0,025 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 100 t.	Bains suivants : – chaîne manu. Ni/Cr III : 0,16 t – chaîne auto. Ni/Cr III : 6,19 t – chaîne auto. n°1 Zn 1 : 7,37 t – chaîne auto. n°2 Zn : 3,24 t Stock (bains) : 0,25 t Volume total : 17,21 t

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du CE).

ARTICLE 2 : VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX INDUSTRIELLES DE L'ATELIER TS AVANT REJET

L'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2012 est remplacé par :

L'exploitant est tenu de respecter sur effluent brut non décanté, avant rejet des eaux résiduelles de l'atelier TS (N°EI) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale (µg/l)	Flux maximal (g/j)
MES	1305	18 000	1700
DCO	1314	150 000	14 400
Azote global	1551	50 000	4 800
Nitrites	1339	5 000	480
Phosphore total	1350	400	38
Indice hydrocarbure	7007	3000	280
Fluorure anion	7073	10 000	960
Cyanures libres	1084	100	9
AOX	1106	500	48
Argent	1368	150	14
Aluminium	1370	900	86
Chrome trivalent	5871	250	15
Chrome Hexavalent	1371	50	4
Cuivre	1392	500	50
Fer	1393	650	62
Nickel	1386	500	50
Plomb	1382	180	12
Etain	1380	200	15
Zinc	1383	1 500	100
Octylphénols	6600+6370+6371	22	1,8
Chloroforme	1135	120	7
Nonylphénols*	1958	1	0,09

* S'agissant de substances dangereuses prioritaires, l'exploitant devra s'attacher à rechercher l'origine de ces paramètres et tout mettre en œuvre pour en diminuer, voire en supprimer les rejets. Toutes ces substances étant visées par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 renvoyant à l'article 22-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, il doit, à ce titre, tenir à la disposition de l'inspection tous les éléments attestant qu'il a mis en œuvre toutes les solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression de ces paramètres aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Le débit d'eaux résiduaires respectera les valeurs suivantes :

Débit maximal quotidien	96 m³/j
Débit maximal horaire	4 m³/h
Débit maximal instantané	11 m³/h

ARTICLE 3 : FREQUENCES ET MODALITES DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES REJETS DES EAUX INDUSTRIELLES DE L'ATELIER TS

L'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2012 est remplacé par :

Les dispositions minimales sont mises en œuvre :

Paramètres	Code Sandre	Fréquence de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant	Fréquence des analyses par organisme agréé (contrôle de recalage)
Débit	1552	Continue	Trimestrielle
pH	1302	Continue	Trimestrielle
Température	1301	Continue	Trimestrielle
MES	1305	Hebdomadaire	Trimestrielle
DCO	1314	Hebdomadaire	Trimestrielle
Azote global	1551	/	Trimestrielle
Nitrites	1339	/	Trimestrielle
Phosphore total	1350	/	Trimestrielle
Indice hydrocarbure	7009	/	Trimestrielle
Fluorure anion	7073	Mensuelle	Trimestrielle
Cyanures libres	1084	Quotidienne	Trimestrielle
AOX	1106	/	Trimestrielle
Argent	1368	Hebdomadaire	Trimestrielle
Aluminium	1370	Hebdomadaire	Trimestrielle
Chrome trivalent	5871	Hebdomadaire	Trimestrielle
Chrome Hexavalent	1371	Quotidienne	Trimestrielle
Cuivre	1392	Hebdomadaire	Mensuelle
Fer	1393	Hebdomadaire	Trimestrielle
Nickel	1386	Hebdomadaire	Trimestrielle
Plomb	1382	Hebdomadaire	Trimestrielle
Etain	1380	Hebdomadaire	Trimestrielle
Zinc	1383	Hebdomadaire	Trimestrielle
Octylphénols	6600+6370+6371	/	Annuelle
Chloroforme	1135	/	Annuelle
Nonylphénols	1958	/	Annuelle

ARTICLE 4 : ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE LA SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES REJETS DES EAUX INDUSTRIELLES DE L'ATELIER TS

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>)

Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux industrielles sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 5 : ETUDES DE REDUCTION DES EMISSIONS AQUEUSES CHARGEES EN CHROME, NICKEL, ZINC et CUIVRE

L'exploitant doit transmettre à l'inspection sous dix-huit mois, une étude déterminant les niveaux de rejets en chrome, nickel, zinc et cuivre compatibles avec les objectifs de qualité de la masse d'eau réceptrice (cette étude tiendra compte de la pression éventuellement exercée par d'autres contributeurs) et un complément à l'étude technico-économique déjà transmise (envois du 31 mars 2017 et du 27 novembre 2017) pour atteindre ces niveaux de rejets.

ARTICLE 6 : ETUDES DE REDUCTION DES EMISSIONS AQUEUSES CHARGEES EN PLOMB

L'exploitant doit transmettre à l'inspection sous dix-huit mois une étude déterminant les niveaux de rejets en plomb compatibles avec les objectifs de qualité de la masse d'eau réceptrice (cette étude tiendra compte de la pression éventuellement exercée par d'autres contributeurs) et une étude technico-économique pour atteindre ces niveaux de rejets.

ARTICLE 7 : SURVEILLANCE PERENNE RSDE

Les prescriptions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 6 avril 2010 sont abrogées.

ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 : PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SURY-LE-COMTAL pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SURY-LE-COMTAL fera connaître par procès verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques - l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le sous-préfet de Montbrison, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de SURY-LE-COMTAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le 10 septembre 2019

Pour le préfet et par délégation

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie à :

- Société SFTS
- ZI Les Chaux
- 42450 Sury le Comtal
- Sous-préfecture de Montbrison
- Mairie de Sury le Comtal
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

